

Discours



Contact presse

Département de l'information et de
la communication

01 40 15 80 55
service-de-presse@culture.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

www.culture.gouv.fr

Discours de Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé à l'occasion de l'installation du groupe de travail sur l'évolution de l'AFP.

Paris le 10 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous connaissons tous les bouleversements technologiques qui amènent le secteur de la presse dans son ensemble à repenser ses pratiques, ses méthodes, ses structures. Les Etats généraux de la Presse écrite ont été l'un des grands lieux de débat et d'échange sur le devenir de la presse à l'ère numérique. Vous le savez, j'ai identifié, dès mon arrivée rue de Valois, la révolution numérique comme le grand enjeu des années que nous traversons. C'est un défi qui nous est posé collectivement et qui concerne tous les secteurs de mon ministère, le patrimoine, bien sûr, la création aussi, et qui ne manque pas d'affecter également les domaines de la presse.

Comme toutes les entreprises du secteur des médias, l'Agence France-Presse est évidemment concernée, d'autant plus qu'elle est précisément une vitrine de la qualité et du rayonnement international de l'information à la française. Son rôle central, sa capacité unique d'irrigation de nombreux organes de presse en France et dans le monde impose d'ouvrir sans délai les débats avec vigilance, mais aussi sans complaisance et surtout sans « tabou ».

Il est évident, et le rapport remis par Pierre LOUETTE au gouvernement en mars dernier l'a amplement démontré s'il en était besoin, que l'AFP, face à ces mutations profondes, doit opérer un tournant stratégique fondamental, qui seul pourra lui permettre de conforter son statut d'agence d'information généraliste d'envergure mondiale.

C'est la responsabilité des pouvoirs publics, et je l'assume pleinement, de préparer ainsi l'avenir, en dotant l'AFP des atouts les plus adaptés à cette évolution indispensable.

Les objectifs sont clairs. Il est primordial, dans le contexte d'une concurrence de plus en plus intense, pour ne pas dire menaçante, que l'Agence puisse renforcer sa position internationale. Nous savons tous que ces dix dernières années ont été le théâtre d'évolutions déterminantes et que ces bouleversements du paysage des médias auront encore tendance à s'amplifier et à s'accélérer dans les années à venir.

Il est donc de notre devoir de doter l'AFP les instruments les plus performants, je pense notamment au multimédia. Cela ne se fera pas tout seul, ni bien sans financement : c'est pourquoi il est urgent de doter l'AFP des outils et des moyens qui lui permettront de poursuivre son développement, de financer des investissements lourds, mais nécessaires à son adaptation et à l'exigence qui est la nôtre de maintenir une agence française au niveau de ses grands concurrents anglophones notamment.

Vous connaissez le statut actuel de l'Agence France-Presse. Vous savez qu'il a été voté en 1957, dans un contexte économique, politique, technologique fondamentalement différent de celui que nous connaissons. L'Europe, par exemple, n'en était qu'à ses balbutiements, ou plutôt à sa première phrase, la communauté européenne des Six. Surtout, le statut mis en place alors était très particulier, puisque l'AFP est une entreprise commerciale, mais qui n'a ni actionnaire ni capital. C'est ce qu'on appelle un « *hapax* » juridique, c'est-à-dire quelque chose qui n'existe qu'une fois, unique en son genre, ce qui, en soit, n'est pas une tare, mais qui, compte tenu de ses limites actuelles, mérite que l'on réfléchisse à son évolution.

La réforme est nécessaire, et elle ne peut se faire que dans la concertation, dans l'écoute et dans le dialogue avec chacune des parties prenantes au devenir de cette prestigieuse institution. Je pense en premier lieu aux salariés de l'Agence, mais aussi à ses clients, c'est-à-dire à la presse française et internationale qui se nourrit de ses dépêches, de ses enquêtes, de son travail souvent exemplaire.

Ma méthode est claire, ici comme ailleurs : le dialogue, et aussi la réflexion doivent être les premiers pas d'une réforme acceptée. C'est pourquoi j'ai souhaité constituer aujourd'hui un comité, que j'ai voulu composé d'experts incontestables du monde des médias. Il sera chargé, quelques mois durant, de m'accompagner dans cette réflexion.

Cette méthode s'inscrit dans la logique d'un processus engagé lors de la signature du Contrat d'Objectifs et de Moyens en décembre 2008, et poursuivi par le rapport de Pierre LOUETTE remis en mars au gouvernement. Il me semble primordial d'approfondir cette réflexion et de l'enrichir à la lumière de la double crise qui nous frappe aujourd'hui: crise économique globale, et crise du modèle de financement de la presse en général, durement frappée par le basculement de ces recettes vers le numérique.

Ce comité aura pour mission de faire un état des lieux de la situation actuelle de l'AFP, du contexte économique dans lequel elle s'inscrit, et de son positionnement dans un univers concurrentiel de plus en plus âpre. Il pourra ainsi éclairer le gouvernement sur les conditions dans lesquelles l'AFP devra faire évoluer sa structure et, à cette fin, son statut juridique.

Pour mener à bien cette mission, j'ai défini quatre points qui m'apparaissent prioritaires:

- 1) D'abord, établir un diagnostic du secteur des agences de presse généralistes. Il faudra dégager leurs forces et leurs faiblesses, comprendre l'évolution de leur modèle économique et évaluer les conséquences de cette évolution sur l'activité de l'AFP.
- 2) Ensuite, mettre en perspective le plan de développement de l'Agence et son financement lié à son contrat d'objectifs et de moyens 2009-2013.
- 3) En outre, identifier les principes d'une gouvernance qui garantisse à la fois l'indépendance éditoriale absolue de l'AFP, tout en lui permettant d'assurer son développement économique.
- 4) Enfin, préciser l'organisation et le cadre juridique les mieux à même de garantir la réalisation des missions d'intérêt général de l'AFP.

Ce sont là, en quelque sorte, quatre points de repère que je souhaitais soumettre à votre réflexion.

Je voulais aussi vous dire que je ne méconnaissais pas les inquiétudes sincères que suscite l'évocation même d'une réforme du statut de l'Agence France-Presse. J'ai entendu les craintes exprimées par les salariés, mais je sais que leur souhait concerne avant tout la préservation de l'indépendance de l'Agence qui est sa marque de fabrique et sa dignité.

Je tiens à leur assurer que je partage absolument, ces préoccupations et cette exigence. L'indépendance de l'AFP n'est pas seulement une raison d'être, mais c'est aussi, évidemment, le gage de sa crédibilité, nationale et internationale. La garantir et la renforcer est précisément notre volonté et je souhaitais le réaffirmer solennellement devant vous ce matin.

Pour autant, contrairement à ce que j'ai pu lire ici ou là, nous ne souhaitons pas nous contenter d'assurer simplement la « survie » de l'AFP, mais bien de lui donner les moyens d'un développement pérenne et ambitieux, à l'image de la place qu'elle a occupée, depuis sa création, dans le monde des médias et dans les médias du monde.

A la lecture des comptes rendus d'auditions menées à l'Assemblée Nationale, sous la présidence de Mme Michèle TABAROT, dont je tiens à saluer l'initiative et le travail, je constate qu'en réalité très peu de personnes contestent la nécessité que l'AFP dispose de nouvelles capacités d'investissements. Ce qui est en cause, ce sont bien plutôt les moyens d'y parvenir, et non pas la finalité.

Il faudra être inventif en matière de structure de financement, mais proposer des mesures qui permettent de réformer dans la fidélité à ce qui a fait le succès de l'Agence depuis ses origines : le respect, je l'ai dit, de l'indépendance éditoriale et du pluralisme, la couverture en continu de l'actualité mondiale, le double refus de toute étatisation, mais aussi de toute privatisation, sans oublier, bien sûr, la réaffirmation des missions d'intérêt général et notamment son rôle de porte-voix de la langue française.

Ce sont là des valeurs fondamentales, des « valeurs cardinales » qui ne doivent en aucun cas être remises en cause car elles font de l'AFP une agence unique au monde.

La meilleure garantie de ces valeurs, ce n'est pas l'incantation et les vœux pieux, mais c'est la consolidation résolue de la place de l'AFP au tout premier rang parmi les grandes agences internationales, c'est sa capacité à conquérir de nouveaux marchés, afin de préserver et d'enrichir son cœur de métier, affaibli aujourd'hui par la rapidité des mutations du secteur.

Seul un actionnariat stable et responsable peut doter l'AFP de l'agilité nécessaire à une adaptation permanente aux évolutions actuelles du marché.

Alors qu'une sous-capitalisation chronique est unanimement reconnue par l'ensemble des acteurs et des observateurs du secteur comme le problème primordial de la presse française, pourquoi voudrions-nous

refuser à l'AFP un actionnariat solide, auquel aspire toute les entreprises médias françaises?

C'est pour répondre à ces questions que j'ai souhaité installer et réunir un comité d'experts particulièrement éminents et indiscutables, qui unisse la compétence et l'expérience et soit représentatif des domaines concernés par cette réflexion.

Ce comité est composé de cinq personnalités des médias, cinq experts aux savoir faire complémentaires acquis dans des parcours riches et variés :

- ❖ Henri PIGEAT, président du Centre de Formation des Journalistes et ancien Président de l'AFP qui assurera la coordination du groupe de travail ;
- ❖ Michèle COTTA, éditorialiste et journaliste, ancienne Présidente de la « Haute autorité de la communication audiovisuelle ».
- ❖ Fabrice BOÉ, ancien Président du groupe de presse magazine Prisma Presse (qui nous prie de l'excuser de ne pas pouvoir être parmi nous ce matin).
- ❖ Jean-Marie COLOMBANI, journaliste et éditorialiste, président et fondateur de Slate.fr, ancien président du directoire du *Monde*.
- ❖ Francis TEITGEN, avocat, ancien dirigeant du groupe Ouest-France.

Je précise que le comité s'appuiera sur le soutien technique de la Direction du développement des Médias.

Sur la base des consultations qu'il pourra entreprendre durant sa mission, le comité me remettra ses conclusions au mois d'avril 2010.

Je tiens d'ores et déjà à remercier chaleureusement chacun de ses membres d'avoir accepté cette mission au service du développement de l'Agence France-Presse, c'est-à-dire des conditions mêmes de son indépendance.

Je vous remercie.